Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

58 | 2019

Histoire et archéologie : que faire du XIX^e siècle ?

Pourquoi fouiller les cimetières du XIX^e siècle ? L'exemple du site des Crottes à Marseille

*Why excavate 19th-century cemeteries ? The example of the Les Crottes site in
Marseille*

*Warum Friedhöfe des 19. Jahrhunderts ausgraben? Das Beispiel von Les Crottes
in Marseille*

Anne Richier

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/rh19/6458>

DOI : 10.4000/rh19.6458

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 août 2019

Pagination : 103-124

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Anne Richier, « Pourquoi fouiller les cimetières du XIX^e siècle ? L'exemple du site des Crottes à
Marseille », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 58 | 2019, mis en ligne le 01 janvier 2022, consulté
le 08 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/6458> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.6458>

Tous droits réservés

ANNE RICHIER

*Pourquoi fouiller les cimetières du XIX^e siècle ?
L'exemple du site des Crottes à Marseille*

À la fouille archéologique des temps récents est souvent opposée la question : « à quoi ça sert ? ». Face à la quantité et la richesse des autres sources, l'on peut en effet s'interroger sur la légitimité d'élargir le cadre chronologique habituel de l'archéologie. L'intérêt croissant porté aux périodes récentes, moderne et contemporaine, surtout en archéologie préventive qui se pratique avant destruction par des travaux de construction ou d'aménagement, montre l'apport de cette discipline aux connaissances historiques et lève souvent un voile sur des événements oubliés, volontairement ou non. En archéologie funéraire, les réticences sont encore plus marquées puisque les sites, champs de bataille, fosses communes ou cimetières, posent des questions d'éthique et de mémoire. La proximité temporelle peut avoir une incidence directe sur les acteurs comme sur le public en termes de ressenti et d'affect. La fouille récente d'un petit cimetière dans les quartiers nord de Marseille, en usage entre 1784 et 1905, constitue une première en France et permet d'aborder ces questions, tout en montrant l'intérêt scientifique de telles investigations.

LA POSITION MARGINALE DES TEMPS RÉCENTS EN ARCHÉOLOGIE

L'archéologie française s'est jusque récemment assez peu intéressée aux époques moderne et contemporaine, de la Renaissance au xx^e siècle. Jugée bien documentée par les sources écrites, cette période de l'histoire a ainsi fait l'objet d'une stratégie d'évitement de la part des disciplines archéologiques, qui s'attachent à restituer le passé à travers la culture matérielle des civilisations anciennes. Le premier grand chantier de fouille préventive qui a sorti de l'oubli des vestiges d'époque moderne est celui de la cour Napoléon à Paris, sous la future pyramide du Louvre, fouillé de 1983 à 1984 sous la direction de Pierre-Jean Trombetta. L'évolution de tout un quartier, utilisé du xvi^e au xviii^e siècle, a été appréhendée pour la première fois, bénéficiant de la même rigueur méthodologique d'acquisition des données que pour les périodes plus anciennes, peu ou prou dépourvues d'écrits. Cette fouille

majeure s'est inscrite dans un climat intellectuel et politique favorable : en 1982, une revue spécifique a vu le jour, sous l'impulsion de Philippe Bruneau et Pierre-Yves Balut, archéologues hellénistes et modernistes : la *Revue d'Archéologie Moderne et d'Archéologie Générale* (Ramage). L'existence même d'une publication suivie consacrée à la culture matérielle des temps modernes a marqué une date cruciale, révélatrice d'une volonté forte de prise en compte des vestiges, les plus récents, qu'ils soient ou non enfouis. Les années 1980 ont également été marquées par un essor de l'archéologie préventive¹ sur le territoire français, favorisé par une volonté politique de sauvegarde du patrimoine, entraînant un accroissement considérable des opérations de fouille. Mais les prescriptions scientifiques ont bien souvent tardé à inscrire les vestiges modernes et plus encore contemporains dans les cahiers des charges, d'où de fréquentes destructions ou fouilles très rapides, spoliant les vestiges des temps récents.

Depuis le tournant du ^{xxi}^e siècle, plusieurs travaux, synthèses, critiques, alimentés par des découvertes sans cesse croissantes ont vu le jour. La publication en 2011 d'un volume de la collection « Archéologies de la France » consacré aux périodes moderne et contemporaine marque « un geste fort, voire militant, qui réaffirme la pertinence de la pratique archéologique pour l'étude des périodes postérieures au Moyen Âge² ». L'archéologie des temps récents fait aujourd'hui partie des enseignements dans quelques universités françaises, sensibilisant les futurs professionnels à cette période trop longtemps délaissée. Mais en dehors de thèmes fédérateurs comme l'archéologie industrielle ou celle liée aux conflits, ce champ chronologique peine encore à trouver sa légitimité pleine et entière, surtout lorsque l'on aborde l'époque contemporaine. Une certaine réticence à considérer l'archéologie des temps récents comme une « vraie » archéologie est palpable, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la discipline³. Car s'il est clair pour tous que le cadre chronologique de l'archéologie débute avec l'apparition de l'humanité, sa date butoir reste en revanche une question ouverte. L'imaginaire collectif envisage plutôt l'archéologie comme science du passé lointain, préhistorique ou « exotique », documentant les civilisations dépourvues ou presque de traces écrites. Les textes législatifs français ou européens relatifs au cadre général de l'archéologie ne sont pas forcément éclairants, ils mentionnent « la Préhistoire et l'Histoire » (loi de 1941), « le passé » ou « l'histoire ancienne » (Convention de Malte de 1992), « l'histoire

1. L'archéologie préventive se pratique avant toute destruction du sous-sol ou du bâti dans le cadre de travaux d'aménagement du territoire, publics ou privés. Elle est cadrée par le code du Patrimoine (Livre V Titre II) et financée par une redevance pour les diagnostics et par les aménageurs pour les fouilles selon le principe du « casseur-payeur ». Les fouilles sont ouvertes à la concurrence depuis la loi de 2003, les opérateurs publics (Inrap, collectivités) ou privés pouvant répondre aux appels d'offre des aménageurs, dans le respect du cahier des charges établi par les services de l'État.

2. Florence Journot, Gilles Bellan (dir.), *Archéologie de la France moderne et contemporaine*, La Découverte et Inrap, Paris, 2011.

3. Sarah Tarlow (ed.), *The archaeology of Death in Post-medieval Europe*, De Gruyter Open, 2015.

de l'humanité» (Code du Patrimoine de 2004). Le choix de ce champ lexical crée un flou dans lequel chacun peut interpréter à sa manière ce qu'il considère appartenir au passé en termes de patrimoine archéologique. Et les habitudes sont tenaces, beaucoup s'interrogeant sur l'utilité d'investir archéologiquement des périodes par ailleurs bien documentées. Peut-on faire l'archéologie d'hier? Et si oui, quel en est l'intérêt?

L'archéologie funéraire a suivi le même schéma général tendant à l'évitement. Sur les chantiers de fouille des années 1980 et 1990, les sépultures d'époques moderne et contemporaine ont longtemps été considérées comme des « obstacles » aux horizons plus anciens. Dans un cimetière paroissial par exemple, où bien souvent les dépôts modernes masquent les médiévaux, les premiers ont été couramment sacrifiés – les ossements étant alors souvent traités comme du sédiment et mis en décharge – pour pouvoir atteindre ceux qui étaient « intéressants ». Ce dédain pour les périodes récentes se justifiait par les rythmes du préventif, la quantité de sépultures et leur fréquente non stratification, qui mettait à mal toute étude évolutive, aussi bien pour les pratiques funéraires que pour la population. Quelques opérations programmées sur des sites funéraires diachroniques menées à partir des années 1980⁴ ont toutefois pris en compte les dépôts de l'Ancien Régime et du début de l'époque contemporaine, montrant l'intérêt d'une archéologie de ces temps « plus récents que l'ancien⁵ ». Parallèlement, une attention particulière s'est portée sur les sites de catastrophe, charniers liés à des épidémies⁶ ou à des conflits⁷. Si leur étude a permis une formidable avancée dans la connaissance des contextes de crise, les pratiques funéraires ou les profils démographiques issus de contextes « normaux » et envisagés sur la longue durée sont restés dans l'ombre jusqu'au tournant du XXI^e siècle.

Depuis une dizaine d'années, quelques prescriptions scientifiques ont concerné des cimetières en usage jusqu'au XIX^e voire au XX^e siècle lors de fouilles préventives : à Canet-en-Roussillon en 2008 (63 sépultures des XVII^e-XIX^e siècles), La Ciotat en 2009 (1 273 sépultures des XVI^e-XIX^e siècle), Nancy en 2010 (300 sépultures des XVIII^e-XIX^e siècle), Toulon en 2010 (50 sépultures des XVIII^e-XIX^e siècle) et Marseille en 2013 et 2014 (804 struc-

4. Parmi les sites principaux, il est possible de citer l'église Saint-Laurent de Grenoble, la cathédrale Notre-dame-du-Bourg à Digne ou le cimetière de Rigny-Ussé.

5. Pierre-Jean Trombetta, « Archéologie du plus récent que l'ancien (XVI^e-XXI^e siècles) », *Les Nouvelles de l'archéologie*, 96, 2004, p. 7-13.

6. cf. Michel Signoli, *Étude anthropologique de crises démographiques en contexte épidémique : aspects paléo- et biodémographiques de la peste en Provence*, Archaeopress, Oxford, 2006 ; Stéfan Tzortzis et al., « Un charnier de la grande peste de 1720-1722 en Provence : les tranchées des Capucins de Ferrières à Martigues (Bouches-du-Rhône, France) – Premières données », in *La peste : entre épidémies et sociétés*, Firenze University Press, 2007, p. 121-130. Dominique Castex et Isabelle Cartron (dir.), *Épidémies et crises de mortalité du passé*, Ausonius Editions, Pessac, 2007.

7. La fouille en 1991 d'une fosse contenant des soldats de la Première Guerre mondiale à Saint-Rémy-la-Calonne dans la Meuse a été une première en France. Elle a été motivée par la présence supposée du célèbre écrivain Alain-Fournier, à la demande d'une association mémorielle, cf. Frédéric Adam, *Alain-Fournier et ses compagnons d'arme : une archéologie de la Grande Guerre, la dernière journée*, Éditions Serpenoise, 2006.

tures funéraires des XVIII^e-XX^e siècle). Plusieurs cimetières d'époque coloniale ont également été fouillés dans les Antilles françaises, permettant de faire émerger la problématique de l'esclavage⁸. Ces sites n'ont toutefois été que partiellement fouillés à l'exception de celui de Marseille, l'échantillonnage étant préféré à l'exhaustivité du fait de l'estimation – souvent effrayante – du nombre de sépultures conservées et du poids financier engendré. La fouille des grands ensembles sépulcraux d'époques médiévale et moderne, en vogue dans les années 1980 et 1990, partage désormais la communauté scientifique, qui questionne ses propres capacités à traiter et interpréter la masse de données. Nombre de sites funéraires récents ne font pas l'objet de fouilles archéologiques, nombre de prescripteurs travaillant dans les services de l'État s'interrogent sur le poids financier porté par la collectivité ou l'aménageur privé, cette question ne se posant pas pour les temps plus anciens qui ont trouvé depuis longtemps une légitimité incontestable et incontestée. La situation est similaire à l'échelle européenne, où rares sont les cimetières récents à être investis archéologiquement⁹, à l'exception du Royaume-Uni où la fouille en 1982 de la crypte de Christ Church, Spitalfields à Londres¹⁰, en usage jusqu'au milieu du XIX^e siècle a engendré un réel engouement pour les cimetières « post-médiévaux ».

Concernant spécifiquement les cimetières urbains du XIX^e siècle, l'explication de l'évitement archéologique tient aussi au fait qu'ils se situent en périphérie des villes. En effet, la déclaration royale de 1776 et le décret de prairial de 1804 ont entraîné la fermeture des anciens enclos paroissiaux situés *intra-muros* et la création *ex nihilo* de nouveaux cimetières dans les zones périphériques des villes. Or, ces zones périphériques sont moins concernées par les prescriptions archéologiques puisque le zonage (qui oblige à procéder à un diagnostic archéologique avant tout travaux affectant le sous-sol) a investi depuis peu et pas dans toutes les villes ces zones suburbaines. Ensuite, les cimetières du XIX^e siècle, en zone urbaine ou rurale, sont encore souvent en activité, ils font partie des équipements urbains actuels et constituent également des espaces verts, des lieux de mémoire et de patrimoine. Ils sont donc préservés dans le tissu urbain mais aussi dans les mémoires collectives, surtout en ce qui concerne les grandes villes comme pour les cimetières du Père Lachaise à Paris, de Loyasse à Lyon ou Saint-Pierre à Marseille.

Aborder la mort des temps récents amène sur des terrains normatifs, légaux, déontologiques qui vont bien au-delà de la pratique archéologique. C'est sans doute ce qui explique un évitement du récent encore plus prégnant dans cette discipline, la proximité temporelle créant des problèmes

8. Patrice Courtaud, « Le cimetière, comme miroir de l'esclavage : approche archéologique. Le cimetière d'Anse Sainte-Marguerite (Guadeloupe) », *In Situ*, 20, 2013.

9. cf. Sarah Tarlow, *op.cit.*

10. Theya Moleson et al., *The Spitalfields Project. The Anthropology – The Middligng Sort. Research Report 86*. Council for British Archaeology, York, 1993.

éthiques qui ne se posent pas – en tout cas que les archéologues ne se posent pas – pour les périodes plus anciennes. Doit-on tout fouiller? A-t-on le droit d'exhumer une tombe du XIX^e ou du XX^e siècle et à quelles fins? Quelles sont les règles à observer en cas de sépultures identifiées? Nous avons vu que du point de vue légal, rien n'empêchait d'aborder scientifiquement des vestiges récents, *a fortiori* lorsque ceux-ci étaient menacés par des travaux d'aménagement. Dans le milieu des archéologues et des anthropologues du funéraire, une croyance tenace était véhiculée jusqu'il y a peu, limitant la possibilité de fouille de restes humains (anonymes) à la guerre franco-allemande de 1870. Dans ce contexte, l'opération de Saint-Rémy-la-Calonne (*cf.* note 6) a bousculé les habitudes et démontré l'intérêt historique, mémoriel mais également méthodologique de telles investigations. Au demeurant, nombre d'archéologues de terrain se refusent à fouiller du si récent, effrayés par la proximité temporelle, la possibilité de trouver des matières organiques ou des phanères (cheveux, poils, ongles), des tombes identifiées... Beaucoup trouvent cela « dégoûtant » voire immoral : « je m'étais toujours dit que tant que je ne pouvais pas mettre de nom, de visage, ça ne me dérangeait pas de fouiller des squelettes, mais que je ne pourrais jamais fouiller un squelette récent [...] Et puis j'en ai fouillé... Le geste technique est revenu vitesse grand V, la boucle de ceinture ressemblait à une boucle mérovingienne, et là je me suis dit : tu n'es pas humaine! J'ai fouillé un soldat de 14 comme j'aurai fouillé un mérovingien... » (témoignage d'archéologue¹¹). Ces réticences sont aussi palpables chez les citoyens, qui ne comprennent pas toujours pourquoi l'on fouille les restes de leurs potentiels ancêtres et l'on conserve leurs ossements dans des dépôts archéologiques plutôt que dans les cimetières en activité. Car l'une des grandes questions posées par le public, lors de fouilles funéraires de toutes périodes, concerne le devenir des restes osseux. Ceux-ci ont un statut juridique particulier¹², relevant du Code du patrimoine et non du Code civil ou du Code pénal puisqu'ils ne sont pas considérés comme des « dépouilles mortelles » mais comme des « biens culturels ». À ce titre, leur conservation au sein des collections publiques, musées, dépôts archéologiques ou ostéothèques¹³, leur offre une protection inaliénable et permet aux chercheurs des études évoluant au fur et à mesure des avancées disciplinaires.

11. Laurence Bonnabel, Anne Richier, « Y-a-t-il un cadavre dans la tombe? Paroles d'archéologues », in *Techniques & Culture*, N° 60, 1er semestre 2013, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, p. 74-91.

12. *cf.* Jean-Pierre Gasnier, « Un cadavre dans le placard » in *Rencontre autour du cadavre — Bulletin de liaison du Groupe d'Anthropologie de d'Archéologie Funéraire*, 2012, p. 229-238.

13. Les ostéothèques sont des dépôts publics relevant du Ministère de la Culture qui abritent des collections humaines ou zoologiques issues de fouilles archéologiques de toutes périodes. Pour les séries anthropologiques françaises, il en existe dans la région Aquitaine (Pessac) et en Paca (Les Milles, Marseille).

LA FOUILLE DU CIMETIÈRE DES CROTTES À MARSEILLE : GENÈSE D'UNE OPÉRATION SINGULIÈRE

L'opération d'archéologie préventive du cimetière des Crottes a pris place dans le cadre du programme Euroméditerranée comprenant le prolongement de la ligne 2 du métro marseillais. Elle a été prescrite par le Service Régional de l'Archéologie (SRA) de la Direction Régionale des Affaires Culturelles de la région Paca puisque le zonage archéologique comprend aujourd'hui les secteurs périurbains de Marseille. Ainsi, suite au dépôt du permis de construire par la Communauté Urbaine Marseille Provence Métropole, les services de l'État ont prescrit un diagnostic archéologique, comme cela est prévu par la loi. Ce diagnostic, effectué par l'Inrap (Institut National de Recherches Archéologiques Préventives) en juin 2012, a révélé une partie d'un ancien cimetière oublié, illustré par des murs d'enclos et des sépultures. L'actuel quartier des Crottes¹⁴, situé à la frontière des quartiers nord de Marseille, a en effet beaucoup changé depuis le XIX^e siècle, passant d'un hameau de terroir à une banlieue industrielle et son ancien cimetière a totalement disparu, autant du paysage que des mémoires. Suite à ce diagnostic, effectué en un temps réduit, le SRA a décidé de prescrire une fouille archéologique préventive portant sur ce cimetière, dont les archives, sondées par Colette Castrucci, avaient révélé un usage entre 1784 et 1905¹⁵. Cette prescription, portant sur la totalité de l'emprise menacée (soit plus de la moitié du cimetière), a constitué une première en France, aucun ensemble aussi récent et aussi conséquent n'ayant été fouillé jusqu'alors. Les résultats des fouilles toutes proches menées à La Ciotat ou à Nancy¹⁶ ainsi que le dynamisme impulsé par le laboratoire d'anthropologie de Marseille (UMR 7268 ADÉS) y sont pour beaucoup.

Le cahier des charges a préconisé la fouille exhaustive d'une surface de 2 630 m², dont environ 1 500 m² de cimetière (sur 2 250 m², le reste étant situé hors emprise), en s'attachant à l'évolution topographique du lieu, l'étude des pratiques funéraires et l'aspect biologique des populations exhumées. Le nombre de sépultures ou structures funéraires attendues a été estimé à partir des découvertes du diagnostic à 260, avec une réserve de 100 supplémentaires en prévision de densités variables. Les travaux du métro ne libérant que progressivement les parcelles impactées, une tranche conditionnelle a

14. Vocabulaire issu du provençal *crota* signifiant *cavité*, *grotte*.

15. Colette Castrucci, « Le contexte historique », in Nadine Scherrer (dir.), *Marseille, Prolongement de la ligne 2 de Bougainville vers Capitaine Gèze*, RFO de diagnostic, juin 2012, Inrap Méditerranée, SRA PACA, p. 21-23 ; Colette Castrucci, « Les sources historiques », in Anne Richier et Nicolas Weydert (dir.), Marseille, *Ancien cimetière des Crottes. Prolongement de la ligne 2 du métro de Bougainville vers Capitaine Gèze – 72 avenue Félix Zoccola*, Marseille, Bouches-du-Rhône, RFO de fouille, avril 2016, Inrap Méditerranée, SRA PACA, p. 71-101.

16. Anne Richier (dir.), *La Ciotat, Carré Saint-Jacques : L'îlot Saint-Jacques, du vignoble champêtre au cimetière paroissial*, Rapport d'opération de fouille préventive, Inrap Méditerranée, SRA PACA, 2011, 3 vol. ; Myriam Dohr (dir.), Nancy (54), *Ilot Berger-Levrault : du village Saint-Dizier au cimetière des Trois Maisons*, Rapport d'opération de fouille préventive, Metz, SRA Lorraine, 2012, 4 vol.

été prévue pour tout le secteur occidental, alors occupé par des voies ferrées. L'éventualité de découvrir des tombes nominatives en place a été anticipée, en prévoyant de statuer de façon concertée avec la ville (compétente en matière de police funéraire) sur la destination des restes humains et leur éventuelle restitution aux familles après recherche généalogique.

L'opération archéologique a pris place en février 2013 dans le calendrier des travaux de construction de la ligne de métro. Elle a été menée par l'Inrap, qui a remporté l'appel d'offre de la Communauté Urbaine de Marseille (établi à partir du cahier des charges du SRA) et a duré 6 mois, avec une équipe comportant plusieurs archéo-anthropologues. Cette première tranche, intéressant toute la partie orientale du cimetière agrandi à trois reprises au fil du temps, a livré 329 structures funéraires (sépultures, caveaux, fosses-ossuaires), soit une densité supérieure de deux fois et demi celle estimée dans le cahier des charges. La nouvelle estimation des structures funéraires conservées, aux alentours de 900, a engendré une modification du cahier des charges. Ce recalibrage conséquent a néanmoins été minimisé en prévoyant un traitement différent du secteur nord-ouest du cimetière, correspondant à l'occupation la plus récente. Ce n'est pas la proximité temporelle qui a justifié ce choix, mais plutôt le caractère presque complet des enclos antérieurs et donc l'intérêt de disposer de la totalité des structures conservées alors que le cimetière dans ses limites les plus récentes ne faisait que partiellement partie de l'emprise des travaux du métro. Ce traitement différent a été envisagé dans le cahier des charges sous la forme d'un décapage mécanique, un enregistrement topographique et un prélèvement rapide menés par les archéologues en vue d'une translation vers le grand cimetière municipal en activité de Marseille (Saint-Pierre). Ce type de prescription constitue à notre connaissance une première en France, «assurant un lieu de sépulture décent et définitif à des restes humains qui ne feront pas l'objet d'études scientifiques en post-fouille» (cahier des charges modificatif). La seconde tranche de fouille a été menée de janvier à mai 2014 (Fig. 1), livrant 473 structures funéraires, ce qui porte le total exhumé à 802. Une vingtaine de structures supplémentaires a fait l'objet d'une translation vers le cimetière Saint-Pierre après un rapide traitement.

En préalable aux opérations de terrain, le caractère à la fois récent et funéraire du site a entraîné toute une série de questions et d'appréhensions. Des matières organiques humaines peuvent-elles être encore conservées? Des microbes – le XIX^e siècle étant réputé pour ses nombreux épisodes épidémiques – peuvent-ils être encore actifs? La quantité de morts récents ne risque-t-elle pas d'engendrer des pensées morbides voire des troubles psycho-sociaux? Pour les premières questions, les expériences sur des sites de catastrophe récents ont montré que l'organique ne se conservait qu'exceptionnellement et qu'il n'y avait que très peu de risques de contamination virale ou bactérienne. En revanche, la présence de champignons sur les

Fig. 1 : Vue d'un secteur de cimetière en cours de fouille lors de la campagne 2014. (Thierry Maziers, Inrap).

bois de cercueils conservés pouvait constituer un problème sanitaire pour les fouilleurs. Pour pallier ces risques, plusieurs mesures de prévention ont été préconisées : port d'un masque anti-poussière les jours de vent, gants en permanence et hygiène renforcée (lavage fréquent des mains avec un savon bactéricide et virucide, mise à disposition de douches, interdiction de boire et de manger sur l'espace en cours de fouille). Le médecin de prévention et le conseiller sécurité-prévention de l'Inrap Méditerranée ont suivi de près cette opération particulière et ont organisé plusieurs réunions avec l'équipe. Celles-ci ont permis d'évoquer la possibilité d'impact psychologique engendré par la fouille de morts récents, l'affect pouvant prendre le pas sur la nécessaire distance scientifique : « c'est dans les sciences et les techniques que l'on peut observer le plus grand degré de confusion entre les objets et les sujets, la plus profonde intimité, le plus intense réarrangement¹⁷ ». Ces questions sont loin d'être anodines, de nombreux collègues archéologues, pourtant aguerris à la fouille de sites funéraires, ayant refusé de participer à cette opération. Ainsi, l'équipe était constituée pour les deux tranches de fouille d'une forte proportion d'archéologues jeunes et volontaires. Chacun a été prévenu au préalable de la spécificité de cette fouille et des outils de prévention mis en place. Dans les faits, l'opération de terrain s'est révélée beaucoup moins problématique que prévu, sans doute grâce au dynamisme de l'équipe et à la nature des terres du cimetière, ressemblant à s'y méprendre au sédiment antique souvent rencontré à Marseille (argilo-limoneux jaune clair et « propre »).

PRINCIPAUX RÉSULTATS DE LA FOUILLE DU CIMETIÈRE DES CROTTES

Les données historiques ont permis de suivre les grands moments de ce lieu funéraire situé dans les marges marseillaises. Le petit cimetière de terroir, installé *ex nihilo* en 1784 à proximité de l'église Notre-Dame-de-la-Crotte (Fig. 2), correspond à l'un des multiples petits cimetières paroissiaux d'Ancien Régime entourant Marseille, qui furent ensuite englobés dans la ville dans le cadre du développement économique et urbanistique lors de la révolution industrielle. La population du quartier des Crottes s'est accrue de façon considérable dans les dernières décennies du XIX^e siècle, avec une forte composante italienne du fait de grandes vagues d'immigration ouvrière. Le petit cimetière de 130 m² a été agrandi à plusieurs reprises, en 1837, 1852 et 1866, atteignant au maximum 2 250 m² (Fig. 3), avant de fermer définitivement ses portes en 1905. Il est alors l'objet d'une translation de quelques concessions perpétuelles puis d'un curage partiel en 1934, avant de servir de dépotoir aux déchets industriels des usines environnantes.

17. Bruno Latour, *La clef de Berlin*, La Découverte, Paris, 1993, p. 8.

Fig. 3 : Projet d'agrandissement du cimetière des Crottes en 1866 (Archives Municipales de Marseille : 1 D 96). En jaune, le cimetière créé en 1852 et en rose l'emprise projetée.

Les deux campagnes de fouille ont permis d'explorer plus de la moitié du cimetière dans sa plus grande extension et la quasi-totalité des enclos antérieurs (Fig. 4), avec 802 structures funéraires (588 sépultures en cercueil, 209 fosses-ossuaires et 5 caveaux). La taille de l'échantillon exhumé, alliée à une qualité constante de fouille et d'enregistrement des structures exhumées ont permis de mesurer pleinement les apports de l'archéologie à l'histoire.

Il a dans un premier temps été possible de mesurer l'écart entre normes et pratiques à travers les grands changements législatifs relatifs au funéraire rapportés à l'échelle d'un petit cimetière marseillais. Le décret de prairial an XII (juin 1804), qui constitue selon Régis Bertrand le « premier monument législatif qui ait été promulgué sur les sépultures¹⁸ », a modifié en profondeur les usages d'Ancien Régime, hérités de l'époque médiévale. Ce décret répond à des soucis de salubrité et des préoccupations hygiénistes déjà sensibles au XVIII^e siècle face à la saturation des vieux cimetières *intra-muros* et des lieux de culte. Dans les grandes lignes, il interdit toute inhumation dans les « édifices clos et fermés où les citoyens se réunissent pour la célébration de leur

18. Régis Bertrand, *Les Provençaux et leurs morts. Recherches sur les pratiques funéraires, les lieux de sépultures et le culte du souvenir des morts dans le Sud-Est de la France depuis la fin du XVIII^e siècle*, thèse de doctorat d'histoire dactyl., Université Paris I-Sorbonne, décembre 1994; Régis Bertrand et Anne Carol (dir.), *Aux origines des cimetières contemporains. Les réformes funéraires de l'Europe occidentale (XVIII^e - XIX^e siècle)*, Aix, Presses universitaires de Provence, 2016.

culte », mais aussi « dans l'enceinte des villes et des bourgs », entraînant la fermeture des anciens cimetières. Il préconise la création de nouveaux cimetières en dehors des villes, à une distance minimale de 35 à 40 m des enceintes. Concernant les sépultures, il précise qu'il devra s'agir dorénavant de fosses séparées et individuelles, avec des dimensions cadrées. Il met en place et fixe temporellement les terrains communs, avec un renouvellement quinquennal des fosses, ce qui implique une surface de cimetière cinq fois plus étendue que la mortalité annuelle. Il autorise enfin les concessions de terrains pour y installer des caveaux monumentaux ou tombeaux de famille. Ce décret est suivi d'une ordonnance en 1843, qui étend les premières dispositions à tous les villages et hameaux du royaume et cadre temporellement les concessions (perpétuelles, trentenaires et temporaires). Dans le cimetière des Crottes, il a été possible de constater une gestion de type Ancien Régime jusqu'en 1852, avec de nombreuses superpositions et recoupements de sépultures et une forte densité. Quelques caveaux, correspondant à des concessions familiales, sont construits en détruisant des sépultures antérieures. Il est donc clair que les préconisations du décret de prairial et de la législation funéraire ultérieure ne sont pas du tout suivies avant 1852. Cette dernière date marque la création du « beau » cimetière, avec un agrandissement conséquent accompagné de la création d'une grande entrée en hémicycle et d'une vaste allée menant à la croix centrale. Le cimetière « moderne » atteint 1 070 m², soit huit fois plus que le premier. Il consiste en un enclos en forme d'éventail, englobant les précédents cimetières au sud. Tous les murs ainsi que l'entrée et le massif de la croix centrale ont été retrouvés à la fouille, de même que quelques caveaux ; ils illustrent une mise en œuvre soignée et solide. Les sépultures s'organisent de façon rationnelle et ordonnée dans ce nouveau paysage, en rangées parallèles sans recoupements. Cette gestion très rigoureuse, répondant en tout point au décret de prairial, ne tient cependant que durant deux phases d'inhumations (représentant environ 12 ans). Dès 1864 et même avec l'ultime agrandissement de l'enclos en 1866 en effet, le cimetière est de nouveau géré comme pendant l'Ancien Régime, à la différence près que de nombreuses sépultures sont réduites, les os étant déposés dans des fosses-ossuaires. Face à l'afflux de morts (épidémies, immigration ouvrière), les gestes et pratiques mis en évidence par la fouille reflètent clairement une gestion dans l'urgence et au jour le jour, entrant en contradiction avec le cadre législatif, même dans les terrains communs.

La fouille a également permis de questionner l'aspect social à partir des pratiques funéraires et des sujets inhumés. Les sources écrites (registres de baptêmes, mariages et sépultures, matrices cadastrales, registres des hypothèques, actes notariés...) ont révélé que les possédants-biens des grands domaines agricoles ou d'agrément du hameau des Petites Crottes¹⁹ étaient issus

19. Qui achètent en 1784 le terrain pour établir un nouveau cimetière, celui de l'église se révélant trop petit face à l'augmentation de la population.

Fig. 4 : Plan d'ensemble de l'emprise fouillée et des différents agrandissements du cimetière (Nicolas Weydert, Inrap).

Fig. 5 : Vue zénithale de sépultures en cercueil à proximité de l'entrée en hémicycle du cimetière, milieu XIX^e siècle. (Thierry Maziers, Inrap).

de la « bonne société » marseillaise jusqu'au dernier tiers du XIX^e siècle, mais n'étaient pas inhumés dans leur cimetière. Ce sont les travailleurs locaux et modestes, cultivateurs, meuniers, jardiniers, domestiques, aubergistes et leurs familles qui ont été inhumés dans l'enclos funéraire du hameau. Avec l'industrialisation du secteur à partir du milieu du XIX^e siècle, les vagues migratoires ouvrières, comportant un grand nombre d'Italiens, font exploser la démographie²⁰ et entraînent une paupérisation de la population. Les tombes fouillées corroborent cette simplicité, avec une utilisation presque exclusive du cercueil de pin, essence locale peu onéreuse, à couvercle plat (Fig. 5), comme le souligne le journaliste Horace Bertin visitant un atelier marseillais : « ... les bières qui pullulent sont les bières fermées à plat par une planche toute mince : ce sont les bières des pauvres²¹ ». Quelques cercueils de meilleure facture, utilisant des crochets de fermeture, sont toutefois rassemblés autour de la croix centrale et de l'allée du cimetière de 1852. Ces derniers livrent un faisceau d'indices qui trahit une couche sociale plus aisée, de même que certaines pièces vestimentaires : corset à busc, coiffe à calèche (Fig. 6) ou collet monté. Les sépultures de militaires inhumés en tenue d'apparat partagent les mêmes caractéristiques, sachant qu'aucune arme n'a été retrouvée dans les cercueils. La seule découverte de ce genre consiste en une petite carabine déposée à côté d'un enfant (Fig. 7). L'étude d'un échantillon de vêtements²² semble aller dans le même sens, avec la mise en évidence d'étoffes fines et de qualité ainsi que l'utilisa-

20. Le hameau des Petites Crottes, devenu quartier des Crottes, passe ainsi de 1 800 habitants en 1835 à 3 100 en 1880.

21. Régis Bertrand, *Les Provençaux et leurs morts...*, *op.cit.*, p 1023.

22. Réalisée par Fabienne Médard (Anatex), sachant qu'aucun linceul n'a été mis en évidence sur ce site.

Fig. 6 : Sépulture d'une jeune fille d'environ 15 ans inhumée avec une coiffe de type calèche ou grisette (Thierry Maziers, Inrap). À gauche, un exemple de ce type de coiffe très prisé au XIX^e siècle. (1820, Metropolitan Museum of Art).

Fig. 7 : Sépulture d'enfant d'environ 8 ans inhumé avec une carabine-jouet contre sa jambe droite (le cliché de droite est une restitution). (Nicolas Weydert, Inrap).

tion de fils de soie ou de soieries. Dans plus de la moitié des sépultures, il n'y a toutefois aucune trace de vêtements. Ceci ne veut pas dire que les morts ont été inhumés nus dans les cercueils, mais que leurs vêtements étaient sans doute simples et sans attaches ou décorations pérennes. Parmi les rares bijoux retrouvés sur les défunts, un tiers est en or mais il s'agit principalement d'alliances. Les objets de dévotion, chapelets, médailles, crucifix, sont en revanche fréquents (entre 13 % et 25 % des inhumés selon les périodes), avec de nombreuses médailles mariales illustrant la piété de la population. L'un des caveaux découverts à la fouille s'illustre en outre par son luxe, relaté par l'abbé Toussaint Briegne, qui a décrit dans le détail tous les cimetières marseillais à la fin du XIX^e siècle²³. Il s'agit d'un caveau recouvert de plaques de marbre, portant un texte biblique en latin et adjoint d'une stèle portant le nom de trois personnes de la famille E. Des recherches en archives ont permis de comprendre pourquoi cette famille assez aisée était venue se faire inhumér dans le cimetière des Crottes. Jean-Baptiste E., mort en juillet 1835, était un riche négociant possédant une bastide dans le hameau. Durant l'été 1835, une terrible épidémie de choléra sévissait à Marseille, faisant fuir les habitants du centre-ville. Il est fort probable que la famille E. se soit réfugiée dans sa « campagne » et que le père y ait trouvé la mort. À peine deux ans plus tard, son épouse décède à son tour et est inhumée au même emplacement que son mari (la fouille a révélé deux sujets superposés d'âge et de sexe compatibles dans une fosse située sous le caveau). Quelques années plus tard, leur fille, qui a épousé un baron du Royaume de Suède (V. K.), fait construire un tombeau ostentatoire où elle se réserve une place à son décès, qui survient en 1859. Cette tombe remarquable illustre clairement la volonté typique du XIX^e siècle de rassemblement familial dans la mort au sein de concessions. Quelques recherches généalogiques²⁴ ont montré qu'aucun descendant direct n'était vivant au moment de la translation des rares concessions du cimetière, ce qui explique la conservation de ce caveau familial et de ses occupants.

Le recrutement et l'état sanitaire de la population inhumée peuvent également livrer de précieuses informations quant au statut social des défunts. Le recrutement général indique une forte proportion d'enfants morts entre la naissance et 4 ans. Cette constatation tend à indiquer une structure démographique archaïque, dans laquelle les grandes campagnes de vaccination et l'amélioration des conditions sanitaires influent peu, à une époque qui est pourtant transitoire. L'aspect socio-économique des populations vivantes peut avoir largement minimisé ces progrès, les plus modestes montrant tou-

23. Abbé Toussaint Briegne, « Les cimetières de la commune de Marseille : quelques heures aux champs des morts », in *L'Echo de Notre-Dame de la Garde*, t. 22 - 1902-1903, 22^e année, 51, 15 novembre 1903, n° 1148, p. 1027.

24. Menées dans le cadre du travail en archives effectué par Colette Castrucci sachant que le travail concomitant des archéologues et des historiens a permis l'établissement d'un dialogue, construisant – et parfois déconstruisant – des hypothèses au fil des découvertes, qu'elles soient matérielles, écrites ou figurées.

jours une forte mortalité des enfants de moins de cinq ans et donc une espérance de vie à la naissance peu élevée au moins jusqu'au début du xx^e siècle. L'étude pathologique a laissé apparaître que la population inhumée ne semblait pas avoir trop souffert physiquement, avec peu de pathologies invalidantes ou liées à un travail pénible, peu de carences alimentaires, peu de maladies infectieuses comme la tuberculose ou la syphilis. Néanmoins et sans surprise, les sujets réduits dans les fosses-ossuaires présentent un peu plus de lésions que ceux inhumés en cercueils. Il ne faut cependant pas négliger la possibilité d'être face au fameux « paradoxe ostéologique », c'est-à-dire qu'une population présentant peu d'atteintes indique *a contrario* des conditions de vie difficiles puisque les sujets meurent avant que les os ne soient touchés. Cette hypothèse trouve particulièrement sens dans le quartier industriel des Crottes à partir de la seconde moitié du xix^e siècle. Toutefois, l'image d'une population très modeste dans ce quartier excentré de Marseille, d'abord rural puis industriel, est à nuancer et l'avancée des études permettra d'approcher au plus près la transition entre une population rurale et pré-industrielle dans ses aspects biologiques et sociaux.

Les circonstances de la fermeture puis de l'oubli de ce cimetière renseignent aussi directement l'aspect socio-économique de la population et posent au-delà des questions mémorielles. C'est en 1905 que le cimetière des Crottes ferme ses portes, par arrêté municipal. Les raisons de sa fermeture sont directement liées à l'expansion urbaine et industrielle de l'ancien terroir du nord de Marseille. La position enclavée du cimetière n'a pas permis de nouveaux agrandissements, comme cela a pu être fait dans d'autres anciens cimetières de terroir ou dans les nouveaux cimetières de faubourgs. Il s'agit donc d'un des rares cimetières « modernes » fermé au début du xx^e siècle : hormis celui de Saint-Charles, la majorité des autres cimetières marseillais de la seconde moitié du xix^e siècle sont encore ouverts aujourd'hui. Dans le cas du cimetière Saint-Charles, définitivement fermé en 1876 et désaffecté en 1893, sa trop grande proximité avec la ville et avec la nouvelle gare rendait impossible un maintien pérenne. Sa fermeture ne se fit pas sans soulever nombre de protestations compte-tenu de la quantité de concessions acquises par les familles marseillaises (environ 4 000)²⁵. Dans le cimetière des Crottes, aucun document attestant l'opposition de la population n'a été trouvé à ce jour, ce qui étonne à une époque où le culte des morts est prépondérant. Le faible nombre de concessions perpétuelles (10 au total d'après les archives) allié à la paupérisation du quartier et la composition en grande partie italienne de la nouvelle population expliquent sans doute ce rapide oubli. En 1926, les rares concessions sont transférées et en 1934 le cimetière est partiellement curé avant d'être recouvert de déchets industriels. Ce long délai de 29 ans entre la fermeture et le curage est également étonnant puisque le

25. Régis Bertrand, « Pour une étude géographique des cimetières de Marseille », *Méditerranée*, 1991, vol. 73, n° 2, p. 47-52.

décret de prairial indique qu'il est possible de faire usage des terrains 5 ans après la fermeture d'un cimetière. Les traces archéologiques de cet « entre-deux » sont ténues, elles consistent en des dépôts atypiques (fosse avec une chienne gestante, trésor monétaire de Napoléons or) et permettent d'attester un curage bâclé, contrairement à l'impression donnée par le cliché photographique conservé (Fig. 8).

APPORTS ET INTÉRÊT DE LA FOUILLE ARCHÉOLOGIQUE DES CIMETIÈRES RÉCENTS

La présentation des principaux résultats de la fouille du cimetière des Crottes est, nous l'avons vu, intimement liée aux sources historiques. Aborder les temps récents sans établir un dialogue interdisciplinaire est aussi vain qu'étudier les us et coutumes d'un peuple actuel à partir de quelques photographies... Car contrairement aux archéologues, le domaine de la mort récente a très tôt intéressé les historiens, sociologues et anthropologues, qui ont produit des grandes synthèses diachroniques²⁶. Ainsi, les cimetières du XIX^e siècle sont non seulement bien documentés par les sources historiques, mais ont en plus bénéficié des grandes synthèses d'études locales minutieuses²⁷, puis récemment de nouvelles synthèses²⁸. La question posée en titre de cette contribution leur revient donc naturellement, ou pour le dire autrement : que peut apporter de plus à la connaissance historique la fouille archéologique de cimetières récents ?

L'étude de l'organisation et de la gestion des cimetières, décryptée par l'archéologie, permet de mesurer l'écart qui existe souvent entre normes et pratiques. Il est ainsi possible de mettre en évidence des déviations et de proposer des éléments d'interprétation ou documenter l'évolution du droit funéraire à travers la réalité des vestiges. L'étude des pratiques funéraires met en lumière toute une série de gestes et d'attitudes, qu'ils soient funéraires ou non. Elle permet de questionner les vivants face à leurs morts : quelles sont les pratiques et que nous disent-elles de la société ? Peut-on lire une évolution du rapport à la mort et au corps mort dans ses aspects ontologiques ? L'intimité de la tombe, qui n'est accessible que par l'archéologie, livre de précieux renseignements autant sur les pratiques funéraires que sur la population inhumée et son état de santé. Entre les connaissances historiques et la

26. Parmi les principaux par ordre de parution : Edgar Morin, *L'homme et la mort*, Éditions du Seuil (2^e édition de 1951), 1976 ; Philippe Ariès, *L'homme devant la mort*, Éditions du Seuil, Paris, 1977 ; Michel Vovelle, *La Mort et l'Occident de 1300 à nos jours*, Paris, Gallimard, 1983 ; Louis-Vincent Thomas, *Anthropologie de la mort*, Bibliothèque scientifique Payot, 1988.

27. Dont les travaux de Régis Bertrand, *Les Provençaux et leurs morts...*, *op. cit.* ou de Madeleine Lassère, *Villes et cimetières en France de l'Ancien Régime à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 1997.

28. Régis Bertrand et Anne Carol, *Aux origines des cimetières contemporains...*, *op. cit.* ; Bruno Bertherat (dir.), *Les Sources du funéraire en France à l'époque contemporaine*, Avignon, Éditions universitaires d'Avignon, 2013.

Fig. 8 : Photographie du curage du cimetière en 1934 (Archives Municipales de Marseille : 439W75). Il est possible de voir l'apparente rigueur avec laquelle les terrassiers creusent les terres cimetiérales. Aucune mention n'a été retrouvée dans les archives quant au devenir des restes osseux extraits.

matérialité des vestiges, il existe souvent des incohérences qui ouvrent sur de nouvelles questions et de nouveaux champs d'exploration à partir du factuel.

Et il y a aussi ce que l'histoire ne dit pas. Ces interstices, ces silences, ces « choses muettes » évoquées par Lucien Febvre, que l'archéologie peut venir combler. L'histoire des plus modestes ne laisse que peu de traces dans les textes. L'archéologie peut documenter tout l'aspect pratique, technique de l'inhumation comme la fabrication des cercueils dans toute sa variabilité, l'habillement des défunts, leur position dans les réceptacles, le creusement des fosses ou les réinterventions postérieures. Ou encore les ossuaires, ces fosses dans lesquelles les squelettes inhumés dans les terres communes pour 5 ans, sont réduits. Cette pratique particulière est très peu renseignée par les sources historiques puisqu'il s'agit, comme le souligne Régis Bertrand, d'une pratique « mal avouée, nullement prévue initialement par le christianisme, interdite par le judaïsme, réalisée quasiment à la sauvette jusqu'à nos jours²⁹ ». Sur le site des Crottes, il a été possible de fouiller 209 ossuaires et de constater une évolution très nette dans les gestes, les pratiques et les assemblages osseux. Ces différentes façons de gérer les ossements extraits de sépultures dévolues aux plus modestes sont révélatrices de la façon dont la société les

29. Régis Bertrand, *Les Provençaux et leurs morts...*, *op. cit.*, p. 1423.

traite et traite également leur mémoire³⁰. Quelques dépôts singuliers interrogent en outre au-delà de leur découverte, comme un bocal pharmaceutique contenant un fœtus déposé dans une tombe d'adulte du cimetière des Crottes. Si les fœtus en bocaux sont courants au XIX^e siècle, on en trouve dans les musées, les pharmacies, les cabinets de curiosité, en revanche la présence de l'un d'eux dans un cimetière étonne³¹. Ce dépôt dans l'espace communautaire des morts peut-il signifier qu'une part d'humanité a été rendue à un petit être non viable, d'abord considéré comme objet de curiosité?

L'archéologie funéraire des temps récents apporte également beaucoup à la discipline elle-même et à ses propres méthodes. En effet, les éléments périssables habituellement corrompus qui participent à la sépulture, comme le bois des cercueils, le tissu des vêtements ou des linceuls, sont bien souvent conservés. Cela permet une observation directe et non restituée de ces éléments qui ont une grande incidence sur les phénomènes de décomposition des corps. Il est ainsi possible de reconsidérer les grilles d'analyse utilisée dans la discipline pour restituer des contenants et servir à la compréhension des modalités de dépôt des sépultures plus anciennes. Dans le cimetière des Crottes, il a par exemple été possible de mener une étude très pointue sur l'incidence de l'habillement des morts sur les phénomènes de thanatomorphose et permettre ainsi de fournir un corpus documenté et critique. Concernant les études paléodémographiques, la fouille de ces cimetières récents permet de sortir des modèles théoriques utilisés communément³² pour fournir, grâce à une comparaison avec les registres, de réels échantillons de population. Ceux-ci vont être particulièrement utiles non seulement à la démographie historique, mais également à la question de la représentativité des échantillons exhumés, importante en anthropologie funéraire puisqu'elle conditionne la pertinence de toutes les études ultérieures.

Enfin, l'archéologie funéraire du récent peut apporter aux sciences humaines et sociales en général, le croisement de regards permettant de faire émerger de nouvelles problématiques et de réfléchir aux sources du domaine funéraire actuel³³. La question identitaire est particulièrement prégnante dans les études de cimetières, où les pratiques funéraires peuvent renseigner l'identité culturelle, les squelettes l'identité « biologique » et la vie du cimetière l'identité sociale³⁴. Au-delà, l'archéologie funéraire pose la question de

30. cf. Anne Richier, « Au-delà de la sépulture : les ossuaires dans les cimetières modernes et contemporains (XVI^e-XIX^e siècle) », in Michel Lauwers et Aurélie Zémour (dir.), *Qu'est-ce qu'une sépulture ? Humanités et systèmes funéraires de la Préhistoire à nos jours — XXXV^e rencontres internationales d'archéologie et d'histoire d'Antibes*, éditions APDCA, Antibes, 2016, p. 261-277.

31. Catherine Rollet, Gaëlle Clavandier, Nathalie Sage Pranchère, Philippe Charrier, Vincent Gourdon, *Morts avant de naître : la mort périnatale*, Presses universitaires François Rabelais, Perspectives historiques, Série Médecine, 2018.

32. Modèle populationnel dit pré-jennerien, c'est-à-dire antérieur aux grandes campagnes de vaccinations du XIX^e et XX^e siècles qui ont profondément modifié la mortalité et surtout la mortalité infantile.

33. Bruno Bertherat *Sources du funéraire...*, *op.cit.*

34. cf. Anne Richier, Nicolas Weydert, « La présence italienne en Provence à partir de la fouille archéologique de cimetières. XVI^e-XX^e siècle », *Diasporas*, n° 30, 2017/2, p. 19-33.

la conservation, les cimetières de cette période comme ceux d'Ancien Régime livrant des quantités importantes d'ossements humains. Cela pose évidemment un problème de place, sachant que les dépôts archéologiques sont pour la plupart saturés et que seules deux ostéothèques régionales existent, en Nouvelle-Aquitaine (1995) et en Paca (2005). Autrement dit, quelle place la société actuelle est-elle prête à laisser à ses « vieux » morts, sachant qu'aujourd'hui le problème se résout par la crémation?

*

Arrivés au terme de cette contribution, nous espérons que la question posée en titre, volontairement provocatrice, n'a plus de raison d'être. Car le *pourquoi* ainsi posé, généralement éludé en sciences sociales au profit du *comment*, amène un doute sur l'utilité et la légitimité de la chose questionnée.

Fouiller les cimetières récents apporte beaucoup à la connaissance historique et l'intérêt croissant – mais pas toujours partagé – de la communauté archéologique pour ce champ chronologique augure de grandes avancées. Cependant, cette archéologie ne peut exister et prendre sens qu'à la condition qu'un réel échange entre les différentes sciences humaines et sociales s'instaure. Étudier la mort récente entraîne sur des terrains légaux, normatifs, éthiques, mémoriels, philosophiques, qui dépassent et de loin la pratique archéologique. Seule une démarche pluridisciplinaire peut donc faire avancer notre connaissance de l'homme et de la société en s'inscrivant pleinement dans un vaste thème anthropologique, qui répond aussi à des préoccupations actuelles concernant le devenir des morts et des corps, la mémoire et l'oubli.

*Anne Richier est ingénieure de recherche
à l'Institut de recherches archéologiques préventives,
chercheuse à l'UMR 7268 ADÉS (anthropologie bio-culturelle, droit,
éthique et santé) et doctorante en sciences sociales à l'EHESS.*